

La création du corps unique de Psychologue de l'Education Nationale : fin des Conseillers d'Orientation dans les Collèges et les Lycées ?

Le 1^{er} février 2017 a été signé le décret instituant **la création du corps des psychologues de l'éducation nationale**, rassemblant ceux qu'on appelle communément les Psychologues Scolaires, qui œuvrent dans le primaire, et les Conseillers d'Orientation Psychologues, qui exercent dans le secondaire et parfois à l'université. Cette création prendra effet le 1^{er} Septembre 2017.

« Il est créé un corps de psychologues de l'éducation nationale qui est classé dans la catégorie A prévue à l'article 13 de la loi du 13 juillet 1983.

Les membres de ce corps exercent soit dans la spécialité « éducation, développement et apprentissages », soit dans la spécialité « éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle » des fonctions de psychologue de l'éducation nationale.

Les psychologues de la spécialité « éducation, développement et apprentissages » exercent leurs fonctions dans les écoles maternelles et élémentaires.

Les psychologues de la spécialité « éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle » exercent leurs fonctions dans les centres d'information et d'orientation où ils sont affectés ainsi que dans les établissements d'enseignement du second degré relevant du secteur du centre d'information et d'orientation.

Les psychologues de l'éducation nationale peuvent également exercer leurs fonctions dans les autres services du ministère en charge de l'éducation nationale, dans les établissements publics qui en relèvent et dans les établissements d'enseignement supérieur. »

Je propose dans cet article un certain nombre de réflexions, issues de mon vécu depuis 25 ans dans la profession, sur les facteurs internes et externes qui ont abouti à cette création. Dans un premier temps, j'analyserai les événements qui ont peu à peu conduit à l'abandon du conseil en orientation dans le système éducatif. J'évoquerai ensuite les lois européennes qui auraient pu redonner un souffle au conseil en orientation, mais dont la mise en œuvre n'a pas abouti. Puis j'étudierai les bouleversements du métier et des CIO en lien avec les évolutions technologiques de notre monde.

Enfin je conclurai en essayant d'anticiper les conséquences de la création du corps de Psy EN, en analysant les nouvelles missions proposées. J'essaierai également de dégager des pistes permettant de préserver cette culture de l'orientation dans l'Education Nationale, qui tient tant à cœur à la plupart de nos collègues.

A) Historique de l'évolution des services : vers l'abandon du conseil en orientation :

1) L'introduction du titre de psychologue dans le métier de conseiller d'orientation s'est faite en 1991, première génération de recrutés au concours pour lesquels la licence de psychologie a été exigée. Jusqu'alors n'importe quelle licence était requise. Après deux ans de formation, les élèves-conseillers devenaient conseillers. En Juin 1993 le diplôme requis a été le DECOP, diplôme d'Etat de Conseiller d'Orientation-Psychologue, en remplacement du CAFCO, Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Conseiller d'orientation.

Ce diplôme a donné à tous les conseillers d'orientation psychologues le titre de psychologue, permettant de s'inscrire à la préfecture comme psychologue et d'obtenir ainsi un numéro ADELI.

Dans la profession il y a tout de suite eu deux courants ; l'un qui revendiquait très fort ce titre et qui a fait changer l'appellation d'usage de COP en CO-Psy, en espérant une évolution du métier plus conforme au titre de Psy. L'autre qui restait plus attaché aux missions traditionnelles de conseiller d'orientation, soit essentiellement de conseil et d'information, parfois de diagnostic psychotechnique en vue d'orientation, et de psychopédagogie.

Cette évolution s'est faite en liaison avec la conception de l'orientation, qui est devenue, sous l'influence des théories nord-américaines, plus développementale et plus soucieuse de l'épanouissement de l'individu. Il est alors beaucoup question de l'élaboration du projet personnel de l'élève, qui doit améliorer sa motivation pour son parcours scolaire. Une philosophie émancipatrice sous-tendait le changement ; rappelons que la loi d'orientation de 1989, de Jospin plaçait l'élève au centre du système éducatif.

D'autre part, les métiers se diversifient et se complexifient, et les théories adéquationnistes de l'orientation (chaque élève est fait pour un métier, il suffit de trouver lequel, et il y aura du travail pour tous) sont battues en brèche du fait du chômage des jeunes, qui devient structurel. Les métiers traditionnels disparaissent ou évoluent, les qualifications mutent en raison de l'automatisation, de l'informatisation des procédures, et de la numérisation des données. Il faut aider les élèves à trouver leur voie dans ce labyrinthe, en leur donnant des compétences pour s'orienter. C'est la grande époque de l'éducation à l'orientation (EAO). Une partie importante concerne la « connaissance de soi », partie qui nécessite une approche psychologique, souvent réservée aux COP ; les autres compétences, la « connaissance des métiers », et la « connaissance des voies de formation », sont plus facilement déléguées aux enseignants, lors des heures d'EAO. Une partie de l'information est donc déjà transmise aux enseignants, et certains conseillers s'en inquiètent, voyant qu'une de leurs missions leur échappe. Mais à l'époque le conseil en orientation reste le cœur du métier de COP. Et il paraît tout à fait légitime qu'il soit nécessaire d'être psychologue pour être un bon conseiller d'orientation.

L'introduction du titre de psychologue n'a pas radicalement changé les pratiques, jusqu'en 2003, date de l'acte II de la loi de décentralisation.

2) Projet de transfert des CIO et des COP-DCIO aux Régions en 2003

Luc Ferry, ministre de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche, le 12 mars 2003, a pris l'initiative d'adresser aux conseillers d'orientation psychologues dans les CIO, une correspondance leur annonçant leur transfert aux Régions. Il se félicite de la réussite de la première phase de décentralisation, qui a confié l'entretien des collèges aux Conseils Généraux et celui des Lycées aux Conseils Régionaux, et veut alors entamer la deuxième phase, en transférant jusqu'à 110 000 personnels aux collectivités territoriales (les TOS, les médecins scolaires, les assistantes sociales, etc.). Il écrit : « Au cours du vaste débat ouvert par les assises des libertés locales, beaucoup de départements et de régions ont demandé des transferts de personnels [...] Une demande large et forte a été exprimée par les conseils régionaux d'accroître leurs compétences sur la programmation des formations professionnelles. [...] En conséquence, la décision a été prise de transférer aux régions les conseillers d'orientation psychologues et les directeurs des centres d'information et d'orientation. » Les CIO et leur financement doivent aussi tous être repris par la Région.

Ce courrier a créé un mouvement de rejet quasi unanime dans la profession. Les COP tenaient à leur statut de fonctionnaire d'Etat, membres de l'Education Nationale, pour l'obtention duquel ils avaient passé un concours. Leur lieu d'exercice majoritaire étant les établissements, ils ne comprenaient pas pourquoi ils allaient être régionalisés. Le choc a été profond, et il régnait même un sentiment de trahison de la part de l'Etat. Il y a eu un mouvement de grève et de retrait des permanences dans les établissements très suivi, et un blog « copsyouvaton » a donné une cohérence nationale aux actions de protestation. Finalement, d'autres mouvements sociaux ont eu lieu ce printemps-là, en particulier contre la réforme des retraites, et le transfert des COP et des CIO a été abandonné. Seul le transfert des personnels techniques des établissements a été effectué, aux Conseils Généraux pour les Collèges, et aux Conseils Régionaux pour les Lycées.

Mais cet épisode a fortement marqué la profession, et de nombreux COP se sont alors inscrits en tant que psychologues sur les listes ADEL des préfectures, pour qu'en cas de transfert aux Régions, leur statut soit un minimum préservé et protégé. A partir de 2003, le titre de psychologue a été plus fortement revendiqué par les personnels, dont un pourcentage de plus en plus important possédait le DECOP. C'est là que l'appellation COPsy a commencé à être prédominante dans les établissements.

3) Loi du 11 Février 2005 sur le Handicap.

Ce titre de Psychologue a aussi été mis en avant lors de l'année 2005, en raison de la loi du 11 février 2005 sur le Handicap. En ce qui concerne la scolarité, la principale innovation de la loi fut d'affirmer que « *tout enfant, tout adolescent présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école de son quartier. Il pourra ensuite être accueilli dans un autre établissement, en fonction du projet personnalisé de scolarisation* ». Les parents sont pleinement associés aux décisions concernant leur enfant. Sont mises en place les équipes de suivi de la scolarisation et les enseignants référents.

Dans mon département, les COP ont eu cette année-là plusieurs formations de la circonscription de l'ASH (Adaptation Scolaire et Handicap) sur le « Handicap » et sur la nouvelle loi. En effet cette loi a introduit dans les missions des COP tout un autre versant, la scolarisation et l'orientation des élèves relevant de la MDPH.

Jusqu'alors il y avait quelques CIO spécialisés « handicap » en France (Paris, Lille), mais le conseiller lambda n'était pas particulièrement concerné par les élèves présentant un handicap. Grâce à cette loi ces élèves sont devenus l'affaire de tous. Il y a eu de plus en plus de création d'UPI (Unité Pédagogique d'Intégration), puis d'ULIS (Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire), et les COP travaillant dans les établissements accueillant ces dispositifs ont été peu à peu sollicités pour les Equipes de Suivi de Scolarisation, les bilans, les mises en place de PPS (Projet Personnalisé de Scolarisation), etc. Le nombre de postes au concours n'augmentant pas particulièrement, ces missions ont souvent pris la place de missions plus traditionnelles d'information et d'orientation de tous les élèves. Les CIO Spécialisés handicap ont peu à peu tous été fermés, privant le public et les collègues des autres CIO de compétences spécialisées très appréciables.

On a alors peu à peu assisté à un changement : les COP ont été de plus en plus concernés par **les élèves à besoin éducatifs particuliers**, pour lesquels leurs compétences psychologiques ont été très bienvenues. L'explosion de PAI (Projet d'Accompagnement Individualisé), PPS (Projet Personnalisé de Scolarisation), PPRE (Projet personnalisé de réussite éducative), et j'en passe, a progressivement beaucoup accentué le besoin de testing, qui jusqu'alors était surtout réservé aux élèves susceptibles d'être orientés en SEGPA. Ceci est surtout valable pour les collèges, mais dans les lycées aussi, ils ont été de plus en plus souvent invités dans les « cellules de veille » pour parler des « cas ». Les missions information-orientation sont devenues dans bien des établissements, secondaires. Avec toutefois des différences selon la personnalité du COP et du chef d'établissement, bien sûr.

4) Les émeutes de l'automne 2005

A l'automne 2005 se sont produits les événements de Clichy-sous-Bois, déclenchant des émeutes qui ont enflammé les « quartiers difficiles » pendant plusieurs semaines ; l'état d'urgence a dû être déclaré. Suite à ces émeutes, une remise en question importante du système éducatif s'est imposée aux politiques. En effet la preuve a été faite que l'ascenseur social ne fonctionne plus, et que la république n'arrive plus à intégrer les jeunes défavorisés. Comme toujours lorsque le système éducatif est mis en cause, l'orientation, qui en est l'aboutissement, est vouée aux gémonies, et les conseillers d'orientation fortement critiqués. Il faut bien des boucs émissaires. Il n'y a qu'à lire le rapport d'Irène Tharin, de 2005 pour s'en rendre compte. En 5 ans, 14 rapports ont été rendus sur l'orientation, ce qui montre bien le malaise.

Il était urgent de réformer tout le système d'orientation, et le premier DIO, Délégué Interministériel à l'Orientation, Pierre Lunel, a été nommé en septembre 2006.

La circulaire 2006-213 du 14 septembre 2006, met en place **un entretien d'orientation obligatoire pour tous les élèves de 3^e, assuré par le professeur principal**, en associant « le cas échéant » le COP. Tout est dit : les entretiens d'orientation, qui jusqu'alors étaient l'apanage du COP, son domaine réservé, sont confiés aux enseignants. L'orientation devient davantage l'affaire de l'enseignant que du COP. C'est un bouleversement majeur, qui n'a pas échappé à la profession. Toutefois, les COP ne se sont pas trop inquiétés ; ils savaient bien que la plupart des enseignants n'avaient ni l'envie, ni les compétences pour faire des entretiens d'orientation.

Bien à tort, car petit à petit ces « entretiens d'orientation » se sont généralisés, et actuellement ils sont obligatoires non seulement en 3^e, mais aussi en 1^{re} et en Terminale. Offres de formations, de visites d'entreprises, voire de stages, se sont multipliés pour les enseignants.

Certains se sont vraiment pris d'intérêt pour ces questions et ont acquis une expertise remarquable, qui leur permet réellement de conseiller efficacement leurs élèves ; mais c'est loin d'être le cas de tous. Les chefs d'établissement ont même maintenant la possibilité de nommer certains professeurs « référents en orientation » et de les rétribuer grâce aux IMP (Indemnités de mission particulière).

D'autres, issus du système élitiste de notre pays (Bac, Prépa, Concours, ENS, CAPES, agrégation) n'ont jamais connu autre chose que les bancs de l'école, et ont une vision extrêmement étriquée de l'orientation. Ils font parfois plus de mal que de bien lorsqu'ils conseillent les élèves, souvent en les dévalorisant. D'autres utilisent l'orientation comme menace : « si tu ne travailles pas tu seras orienté en LP ». Ces menaces n'aident pas à valoriser la voie professionnelle ou l'apprentissage. Bref, les entretiens d'orientation nécessitent une réelle formation, une réflexion, et des connaissances non seulement sur les métiers et les filières, le marché du travail, mais aussi sur le développement de la personnalité à l'adolescence. Un projet est toujours quelque chose d'intime, à traiter avec respect, même si il paraît à l'adulte irréaliste. Et l'absence de projet est souvent le symptôme de difficultés psycho-affectives, qu'il faut pouvoir aborder.

Conseiller d'orientation-psychologue est un métier qui ne s'improvise pas.

Le désamour de la profession s'est aussi traduit par une diminution drastique des postes au concours de COP ; de 287 en 2002, il est passé à 136 en 2005, 55 en 2006 et 50 en 2007. Il y a fort à parier que le ministère envisageait la suppression du corps. Cette baisse des recrutements a eu pour conséquence le recrutement de nombreux contractuels, la plupart titulaires d'un DESS ou Master de Psychologie, qui fort évidemment ont plus volontiers investi les missions de « psychologue » que celles d'« expert en orientation ». Ce qui favorise d'autant l'évolution vers la psychologie ; rappelons que dans certaines académies le pourcentage actuel de contractuels avoisine les 30%.

La volonté des ministères successifs à faire de l'orientation l'affaire de tous a perduré et il a été établi en 2008 un programme expérimental d'éducation à l'orientation plus formalisé, plus institutionnalisé appelé **PDMF « parcours de découverte des métiers et des formations »** (on voit qu'au passage la référence à la « connaissance de soi » de l'EAO disparaît, ce qui permet mieux encore d'évacuer les COP). Le PDMF a été généralisé en 2009. L'option DP3 (Découverte professionnelle 3h) créée en 2005, est généralisée en 2008 en classe de 3^e. Mais cette option, ouverte à tous, ne concerne finalement qu'un pourcentage assez faible d'élèves, et la tentation d'en faire une option pré-orientante vers la voie professionnelle est récurrente dans les collèges.

Ce PDMF devient en 2013 **PIIODEMP (parcours individualisé d'information et d'orientation, découverte des métiers et des professions)** ; l'individu et l'orientation y reprennent leur place ! Les heures consacrées à ces programmes ne sont pas toujours bien fléchées et reposent souvent sur la bonne volonté des enseignants. L'heure de vie de classe peut y servir.

Devant ces difficultés, il y a eu une tentative d'intégrer les compétences à acquérir pour savoir s'orienter à l'intérieur des disciplines (cheval de bataille du deuxième DIO, Bernard THOMAS en 2007-2008). A la rentrée 2010, dans la réforme des lycées, on retrouve ce principe dans **la création des enseignements d'exploration**, qui doivent permettre à l'élève de découvrir un domaine, de mieux connaître les métiers et les qualifications relatifs à ce domaine, ainsi que ses débouchés.

Dans les heures **d'accompagnement personnalisé (AP)**, les enseignants doivent mettre en place une aide à l'orientation pour tous, ainsi que des outils méthodologiques pour les plus faibles et de l'approfondissement pour les plus avancés. Pour les COP qui n'ont souvent qu'un jour de permanence dans l'établissement, participer physiquement à toutes ces actions devient impossible. Ils restent cependant « conseillers techniques » du chef d'établissement pour la mise en place du volant orientation du projet d'établissement, et la mise en place de l'AP, ou du PDMF.

Plus récemment dans la réforme du collège **l'Enseignement Pratique Interdisciplinaire (EPI) « connaissance du monde économique »** répond également à cet objectif. Le PIIDMEP, rebaptisé « Parcours Avenir » en 2016, institue cette prise en charge de l'orientation par les enseignants, qui bénéficient d'outils numériques pour les aider. Les élèves peuvent garder trace de leurs activités et recherches dans le portefeuille numérique FOLIOS.

5) la prévention et la remédiation du décrochage sont aussi devenues ces dix dernières années une préoccupation légitime des politiques. Des outils de repérage de plus en plus fiables et surtout complets (SIEI : système interministériel d'échange et d'information) ont été mis en place petit à petit. Les Plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs ont été créées dans les territoires dès 2011, rassemblant tous les partenaires concernés par le décrochage et surtout le raccrochage des jeunes, (missions locales, services municipaux, associations, PJJ, etc.) en remplacement des anciennes « coordinations locales » de 2009. Les Directeurs de CIO ont fortement été mis à contribution dans tous ces dispositifs, qui sont maintenant pilotés par la région. Mais la complexité de l'outil RIO (Recueil d'information et d'orientation) finit par rendre encore plus compliqué le traitement systématique des sortants du système éducatif, et le reporting dans l'outil est chronophage et peu gratifiant, car même les élèves ayant des solutions restent dans la liste des décrocheurs.

De surcroît depuis la création en 2013 des réseaux FOQUALE (Formation Qualification Emploi), la réactivation de la (MLDS Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire), et la nomination des « référents décrochage » dans les établissements, il y a un double réseau, l'un dans l'EN, et l'autre des partenaires hors EN, ce qui souvent multiplie inutilement les acteurs impliqués dans le traitement des situations.

Les CIO restent des lieux très utiles pour recevoir ces jeunes qui ne souhaitent plus mettre les pieds dans les établissements scolaires, mais à qui il est indispensable de pouvoir proposer des solutions alternatives. Et la forte priorisation de la lutte contre le décrochage, intra et hors EN, a porté ses fruits car le nombre de jeunes sortant sans qualification diminue. Quant aux COP, il leur est difficile de rencontrer tous les élèves qui quittent le système scolaire, car souvent le décrochage est précédé d'absentéisme perlé puis lourd, se produit après des PFMP (période de formation en milieu professionnel), ou entre deux cycles.

6) Les attentats terroristes

Enfin, malheureusement, ces dernières années, des événements dramatiques arrivent plus souvent soit directement dans les établissements, soit en dehors, mais avec des répercussions importantes dans la communauté éducative. Je pense évidemment aux attentats terroristes, dont les victimes ont pu être des enfants scolarisés, mais aussi aux décès, aux accidents, aux drames, qui produisent des traumatismes chez les élèves et/ou les personnels. Jusqu'à présent il y avait une cellule de crise académique, qui gère ce genre de situation, mais soudain ces cellules ont été débordées et les rectorats se sont subitement rappelés qu'ils avaient des psychologues à l'intérieur du système ; les psychologues scolaires, les COP et les DCIO ont été mis à contribution sur la base du volontariat pour l'instant. Ces interventions ont été souvent improvisées, et donnent l'impression de répondre plus à un souci de communication que de réelle efficacité.

Or, selon leur parcours universitaire et la nature de leur Master, les DCIO et les COP n'ont pas forcément de formation pour traiter les traumatismes nés de la participation à des événements dramatiques. Pour la plupart ils n'ont jamais eu à traiter de telles situations ; en tout cas dans la formation des COP après la réussite du concours cet aspect n'était jamais abordé. Il serait donc scandaleux que certains collègues soient réquisitionnés d'office pour ce genre de missions. Or on sent bien que la tentation des DASEN est forte ; par contre les formations à ce type de prise en charge sont rares et complexes, or elles s'avèrent indispensables.

De surcroît on peut être un excellent COP et avoir une fragilité psycho-affective rédhibitoire pour ce genre de mission. Si ces interventions doivent se multiplier, comme cela semble hélas être le cas, **il faut pouvoir distinguer les événements qui réellement peuvent être traumatisants pour l'ensemble de la communauté éducative, des drames familiaux qui malheureusement existeront toujours.** Et il est absolument nécessaire de former les COP à ces nouvelles missions, qui pour bon nombre de collègues, ne vont pas de soi. Et également d'y penser lors de la

formation initiale des Psy EN. Pour les plus anciens, dont certains n'ont pas le titre de psychologue, ces missions paraissent hors de leur champ de compétences ; de plus, lorsqu'un tel événement se produit, il faut séance tenante abandonner toutes ses activités habituelles, pour participer à la cellule de crise. **Pour toutes ces raisons, ces actions devraient se faire uniquement sur la base du volontariat.**

Enfin, la réaction négative de certains élèves à la minute de silence décrétée suite à l'attentat de Charlie Hebdo a fait comprendre que la transmission des valeurs de la République n'allait plus de soi. Elle a mis en lumière la tentation de l'islam radicalisé chez certains élèves. Mais les COP n'ont que très peu participé aux assises de la République. Ils ont souvent été oubliés, alors que par leur formation de psychologues spécialistes de l'adolescence, ils auraient dû être au cœur des débats. Dans notre académie aucune formation n'a été proposée aux COP au sujet de la lutte contre la radicalisation. Il y a donc toujours une ambivalence à l'égard de notre profession. Tantôt la hiérarchie cantonne les personnels à l'orientation, tantôt elle les plonge dans les cellules de crise, sans formation. Le nouveau statut permettra peut-être de rendre cette politique plus cohérente.

B) Les résolutions européennes privilégiant le conseil en orientation pour tout public.

Cette tendance à quitter le champ de l'orientation pour des missions plus « psy » a été un temps ralentie par la préoccupation européenne d'instaurer **un conseil en orientation tout au long de la vie (OTLV)**. Suite à la reprise en 1996 par l'Union européenne de la notion de formation tout au long de la vie, la question de l'orientation tout au long de la vie, son corollaire, s'est évidemment prioritairement aussi posée.

Le 21 Novembre 2008 a été adopté par le conseil de l'union européenne une résolution « mieux inclure l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie ».

La loi du 24 Novembre 2009 sur l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie stipule :

« amélioration de l'information et de l'orientation professionnelle avec par exemple la labellisation d'un réseau d'organismes offrant la fourniture de services aux personnes sur le sujet (informations sur les métiers, les qualifications, les formations ou des conseils personnalisés). »

Pour certains collègues, cette loi a fait naître **l'espoir d'un renouveau du conseil en orientation et par là même des CIO**. En effet cette résolution visait à améliorer la qualité des services d'orientation tout au long de la vie, donc à améliorer aussi la coordination et la complémentarité des différents services, et on a déjà alors parlé de « labellisation ».

Il paraissait alors évident que ce service d'orientation TLV ne saurait se constituer en dehors des CIO, car l'orientation première, celle des élèves et des jeunes, ne saurait en être exclue. En effet l'orientation scolaire est d'une importance cruciale pour le parcours de l'individu, même si des correctifs et des détours peuvent par la suite rattraper des erreurs d'aiguillage. Les vies des individus sont fortement corrélées à leur destin scolaire.

Malheureusement les outils qui ont été créés dans cette optique OTLV, tels que « mon orientation en ligne », le « PDMF » déjà cité, le « webclasseur », par leur aspect technocratique, n'ont pas aidé les CIO, lieu de conseil individuel, à se développer. Il s'est plutôt créé un champ parallèle ; d'ailleurs ces outils continuent à peiner à se généraliser. L'orientation est une problématique intime qui se satisfait rarement de réponses automatisées. C'est d'ailleurs pour cette raison que fleurissent tous ces cabinets privés dispensant du « conseil » en orientation.

Les labellisations Service Public de l'Orientation (SPO) des CIO se sont faites assez simplement dans les territoires et les Régions où préexistaient des réseaux d'organismes de formation professionnelle et d'orientation (Rhône-Alpes avec le PRAO, Bretagne avec les MFP, Lorraine avec la Charte AIO...), et plus difficilement ailleurs car la logique territoriale du SPO était

assez contradictoire à celle, historique et centralisée, des CIO. Il paraissait alors peu compréhensible que tel CIO soit labellisé, et non celui de la ville voisine, vu que les missions, les statuts, les façons de fonctionner sont en principe les mêmes. D'ailleurs une grande partie de la profession (le syndicat majoritaire) était ouvertement hostile à l'attribution de ce « label », ce qui n'a pas simplifié la tâche du dernier délégué interministériel à l'orientation, Jean Robert Pitte, qui a quitté ses fonctions après le vote de la loi sur la formation professionnelle de mars 2014 qui fractionnait le SPO en SPRO (Service Public Régional de l'Orientation). Entretemps 144 territoires avaient été labellisés, soit environ la moitié des zones d'emploi.

L'accord-cadre entre l'Etat et l'ARF (association des Régions de France) du 20 novembre 2014 sur la mise en Place du SPRO détermine le rôle de chacun.

Le service public de l'orientation tout au long de la vie est organisé pour garantir à toute personne l'accès à une information gratuite, complète et objective, sur les métiers, les formations, les certifications, les débouchés et les niveaux de rémunération, ainsi que l'accès à des services de conseil et d'accompagnement en orientation de qualité et organisés en réseaux. Il favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux filières de formation et contribue à développer la mixité des métiers.

Ainsi l'État définit, au niveau national, la politique d'orientation des élèves et des étudiants dans les établissements scolaires et les établissements d'enseignement supérieur. Il met en œuvre dans ces établissements les conditions de la réussite de tous afin de favoriser une projection positive dans l'avenir. Il impulse une politique éducative de l'orientation de façon à développer chez tous les élèves et étudiants une compétence à s'informer, à découvrir le monde économique et social, et à construire leurs projets et parcours de formation. Il s'appuie pour cela sur l'ONISEP et sur les services d'orientation de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, principalement les centres d'information et d'orientation (CIO) ainsi que les services communs universitaires d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle (SCUIO-IP).

La Région organise le service public régional de l'orientation (SPRO) tout au long de la vie. Elle assure la mise en réseau de tous les services, structures et dispositifs qui concourent sur son territoire à sa mise en œuvre. Elle coordonne les actions des autres organismes participant au service public régional de l'orientation ainsi que la mise en place du conseil en évolution professionnelle, assure un rôle d'information et met en place un réseau de centres de conseil sur la validation des acquis de l'expérience. La région reconnaît les organismes participant au SPRO sur le fondement de normes de qualité à partir d'un cahier des charges qu'elle arrête. L'objectif est d'organiser un service qui réponde à la diversité des attentes et usages des publics et tienne compte des comportements et des besoins des personnes ainsi que des évolutions du contexte économique et social au niveau national et dans les territoires. Tous les partenaires contribuant au SPRO conservent leurs rattachements administratifs et hiérarchiques, leurs spécificités statutaires et leurs missions ainsi que leurs conditions d'exercice. Ils partagent des valeurs communes qui sont l'universalité, l'égalité ainsi que la neutralité, l'objectivité, le respect de la confidentialité et des principes déontologiques. Ces valeurs doivent s'inscrire dans les principes et les objectifs du SPRO. Une convention entre le représentant de l'État, le recteur et le président de Région, précise au niveau de chaque région, les modalités de la contribution des acteurs des services publics notamment de l'emploi et de l'éducation nationale dont celle des CIO et des SCUIO-IP, dans le respect de leurs missions nationales respectives.

Ce texte sonne le glas de l'espérance d'un renouveau des CIO par l'inclusion dans le SPRO. Cette séparation entre les publics scolaires qui restent dans le giron de l'Etat, et de tous les autres, y compris les jeunes décrocheurs, est pour moi le début de la fin, en dépit de la convention signée entre l'Etat et les Régions. Le SPRO se met en place ; mais sans les CIO, il lui manque son assise. Il est à craindre que dans l'avenir les organismes signataires du SPRO s'introduisent peu à peu dans les établissements, pour y faire de l'information et du conseil aux élèves, place laissée vacante par les COP devenus PsyEN. On en voit déjà des prémises, avec le CIDJ qui fait des formations au conseil en orientation scolaire, ou la création de diplôme de conseiller en orientation du SPRO. Les chambres consulaires sont aussi en train d'occuper le terrain, avec « les nuits de l'orientation » par exemple. Sans les CIO, le SPRO n'est pas complet : il lui manque l'orientation initiale.

Si le CIO n'est plus un lieu où l'on prodigue des conseils sur l'orientation de tout public, il n'a plus tellement de raison d'exister. D'ailleurs, c'est peu après qu'est mise en place **la carte-cible des CIO**, qui va résulter en la fermeture de plus d'un tiers des CIO ; mouvement qui a débuté il y a quelques années et qui n'est pas encore achevé. Ces fermetures se font surtout en raison du

désengagement des Conseils Départementaux, qui n'ont plus la compétence orientation dans leur portefeuille. Elles se font dans la discrétion, sans qu'il y ait de réactions des parents d'élèves, ni des médias, ce qui montre bien que l'évolution est en marche. A notre avis les CIO ont eu la chance d'être appréciés de la ministre Madame Najat Vallaud-Belkacem, qui a gardé le souvenir d'en avoir fréquenté un avec profit dans sa jeunesse ; ils ont ainsi bénéficié d'un petit sursis.

C) Evolution du métier de COP en raison de l'informatisation et du développement du numérique :

Enfin, le grand bouleversement de ces dernières décennies est bien évidemment l'évolution des technologies de l'information, et de l'informatisation des procédures d'orientation.

Le développement d'Internet a peu à peu modifié la pratique des COP. La documentation papier a tendance à disparaître, l'accès à l'information s'est beaucoup démocratisée, et maintenant il arrive souvent que les consultants au CIO soient plus pointus que le COP lui-même. Mais la multiplicité des sources d'information sur Internet, leur fiabilité relative, ne dispense pas les jeunes d'aller chercher conseil. Souvent il manque aux jeunes et aux familles, le panorama de toutes les possibilités, et surtout les critères pour faire les choix. Le conseiller d'orientation-psychologue permet de mettre à plat les différentes possibilités et de rectifier des approximations ou des erreurs d'interprétation. Il peut toujours aider à faire avancer le projet, et surtout à faire l'adéquation entre les intérêts, les capacités, et les aspirations du sujet et son parcours. L'orientation est souvent vécue comme angoissante, car faire un choix est toujours renoncer à d'autres alternatives et pour certains c'est difficile. La peur de se tromper est importante, surtout en période de crise.

D'une expertise sur le plan de l'information sur les métiers et les voies de formation, le métier s'oriente vers une expertise psychologique du conseil en orientation. Mais les consultants restent nombreux dans la plupart des CIO, et dans les permanences en établissements, montrant bien que le besoin de conseil ne faiblit pas. J'ai d'ailleurs déjà parlé du fait que de plus en plus les consultants sont des jeunes présentant des difficultés d'ordre divers, nécessitant plus d'accompagnement. Le consultant-tout-venant devient plus rare.

Le COP seul détenteur de l'info, et le CIO seul lieu où l'on trouve l'information exhaustive sur les métiers et les formations, ont fait long feu. Les documentations centrales des CIO ont disparu presque partout ; il est tellement plus facile et plus fiable de chercher sur l'Onisep, l'Atlas des Formations, les écoles, les universités, les centres de formation, les sites du SPRO plutôt que de trouver des documentations souvent périmées dans un tiroir.

Globalement, la recherche d'info a gagné en efficacité et en rapidité. De même il y a quelques années les COP passaient beaucoup de temps à **fabriquer des outils d'information**, ou d'aide à l'orientation pour les élèves (diaporamas, questionnaires, expositions, etc.). Avec l'informatique, après leur création, il n'y a souvent plus qu'à les remettre à jour chaque année. Là aussi il y a eu un gain de temps considérable. A l'heure actuelle beaucoup d'outils tout prêts à l'usage sont disponibles sur l'Onisep, Eduscol ou d'autres sites. Des porte-folios numériques (FOLIOS) sont mis à disposition des enseignants et des équipes. Et du fait que la mission d'information revient souvent maintenant au professeur principal, on peut dire qu'un pan complet de l'activité traditionnelle des COP a fortement diminué.

De même pour les questionnaires d'intérêts. La plupart sont maintenant numériques, et font gagner beaucoup de temps à la correction. Mais certains sont complexes et nécessitent de réelles formations (ex : Pass'Avenir) et des investissements financiers importants, dépassant les maigres budgets des CIO.

L'informatisation des procédures d'affectation (Affelnet, APB, etc.) permet évidemment un traitement des flux d'élèves plus rapide, plus juste, et plus efficace que les anciennes commissions d'affectation. Mais la complexité de ces procédures nécessite toutefois l'expertise de certains personnels. Et souvent les chefs d'établissement apprécient d'avoir un personnel expérimenté et expert sur ces diverses procédures. Et c'est normalement le COP.

De même de nombreux dispositifs sont mis en œuvre pour aider les élèves à faire leurs choix : mini-stages, portes ouvertes, stages en entreprise, immersions, FORUM, etc. Les COP aident les enseignants à les mettre en place et à les proposer judicieusement aux élèves. Les parcours sont de plus en plus diversifiés, les passerelles nombreuses, et la prévention du décrochage nécessite souvent la mise en place de parcours adaptés (PAFI, atelier relais, classe-relais, alternances diverses). Les commissions FOQUALE permettent des parcours inhabituels, grâce à la MLDS. Tous ces dispositifs nécessitent des explications aux familles, aux élèves eux-mêmes, et parfois aux enseignants. Les COP sont là aussi des auxiliaires précieux.

Enfin **les CIO en tant qu'observatoires du Bassin** n'ont plus les statistiques d'orientation à faire. En effet ces statistiques sont maintenant extraites de données directement obtenues des établissements, recueillies par les SAIO. Les CIO et les COP peuvent apporter, par leur connaissance précise du fonctionnement des établissements (conseils de classe, projet d'établissement, équipes éducatives) une analyse plus qualitative du fonctionnement du Bassin.

Il est clair que le travail a changé, mais l'utilité des COP dans les établissements en rapport avec l'orientation des élèves, ne faiblit pas, au contraire. L'école inclusive a souvent recours à ces personnels, qui permettent un diagnostic plus fin des difficultés des élèves. Le nombre de WISC (échelle d'intelligence) pratiqués explose dans les collèges. On est passé de l'élève au centre du système, aux dispositifs au centre du système, dans lesquels les élèves doivent être rangés.

D) Conséquences de la création du corps de Psy EN .

Si les Conseillers d'Orientation Psychologues revendiquent dès septembre 2017 leur nouvelle appellation, et marquent sur la porte de leur bureau et sur leur cahier de RDV « Psychologue de l'Education Nationale : Education, Développement, Conseil en Orientation Scolaire et Professionnelle », soit « PsyEN EDCO », il y a fort à parier que les élèves ne prendront pas aussi librement rendez-vous. Cela n'implique pas la même chose de demander à voir un psychologue que d'aller rencontrer un conseiller d'orientation, dont on oubliait souvent qu'il était aussi psychologue. Les élèves avaient un accès libre au cahier de prise de RDV, et pouvaient le faire sans prévenir leurs parents ou leurs enseignants. Il n'est pas clair si rencontrer un psychologue pourra déontologiquement se faire sans que les parents soient informés, pour les mineurs surtout. La démarche sera de toutes manières plus marquante et plus discriminante. Les rencontres seront plus le résultat de convocations, et on perdra la spontanéité de la demande de tout élève volontaire.

Combien d'élèves viennent voir le COP sous un prétexte d'orientation, pour exprimer en fait leur mal-être ? Les équipes risquent de perdre un levier important de repérage des élèves en souffrance silencieuse.

De plus, les missions vont, elles aussi, peu à peu s'homogénéiser avec celles de l'autre spécialité (EDA), et donc être plus orientées vers l'aspect diagnostic ou prise en charge psychologique, que ce soit dans des problématiques d'adaptation scolaire, ou de gestion de crises (événements dramatiques, harcèlements, addictions, jeux dangereux, etc.). Il ne restera que peu de temps pour les missions de conseil en orientation, surtout dans les collèges. L'aspect psychopédagogique sera aussi prédominant.

Les missions spécifiques des PsyEN EDCOSP restent très classiques, comme l'atteste le texte suivant :

PSY EN : leurs missions : contribuer au parcours de réussite des élèves

Missions spécifiques aux psychologues de la spécialité « éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle »

Sous l'autorité du recteur d'académie, du directeur du centre d'information et d'orientation dans lequel ils sont affectés et en lien avec l'inspecteur de l'éducation nationale en charge de l'information et de l'orientation, les PsyEN de la spécialité concourent à l'information et à la réflexion sur les parcours de formation et la mise en perspective des débouchés qu'ils permettent.

*Ils contribuent à la réussite scolaire et universitaire des adolescents et des jeunes adultes ainsi qu'à leur adaptation aux différents cycles d'enseignement de telle sorte qu'ils s'inscrivent dans un projet d'orientation et de formation. Ils conseillent et accompagnent ainsi tous les élèves comme les étudiants dans l'élaboration de leur projet scolaire et professionnel, **notamment dans le cadre du conseil en orientation.***

Ils effectuent leurs missions en recourant aux outils et méthodes adaptés aux besoins des élèves et des étudiants (entretiens, observations, bilans psychologiques). Ils conduisent des actions de prévention des difficultés et des risques de désinvestissement scolaire et contribuent à l'élaboration et au suivi des plans d'accompagnement personnalisés et des projets personnalisés de scolarisation.

Ils interviennent, notamment, auprès des élèves rencontrant des difficultés, en situation de handicap, en rupture et en risque de rupture scolaire, au sein des groupes de prévention du décrochage scolaire (GPDS). Ils contribuent à l'élaboration et la mise en œuvre du programme d'orientation du projet d'établissement. Ils participent au premier accueil et à l'information pour toute personne en recherche de solutions pour son orientation.

La spécificité de leurs activités se définit de la façon suivante :

- *réaliser des entretiens approfondis afin de favoriser le développement psychologique et social des adolescents, la construction d'un rapport positif aux apprentissages et une projection ambitieuse dans l'avenir ;*
- *permettre aux jeunes, grâce à des méthodes et des outils spécifiques, de réaliser un travail sur leurs représentations des formations et des activités professionnelles, une exploration des centres d'intérêt, une prise de conscience des enjeux de l'orientation et de l'affectation ;*
- *encourager la mobilisation scolaire et participer au suivi des élèves rencontrant des difficultés et à besoins éducatifs particuliers ;*
- *participer à la vie des établissements et travailler en collaboration avec les enseignants pour sensibiliser les élèves, les étudiants et les familles aux enjeux de l'orientation, à la connaissance des milieux professionnels, des diplômes et des parcours de formation ;*
- *contribuer sous la responsabilité du directeur de CIO à l'élaboration du projet de centre avec l'équipe et participer aux actions définies dans ce cadre ;*
- *participer aux initiatives visant à rendre accessibles aux jeunes les dispositifs d'aide à l'orientation et d'affectation tels que définis dans un cadre national et déclinés au plan académique ;*
- *contribuer aux actions de prévention, d'intervention et de remédiation du décrochage et des ruptures scolaires au sein des groupes de prévention du décrochage scolaire dans les établissements, ainsi qu'au sein des réseaux formation, qualification, emploi (Foquale) et dans le cadre des plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD), en lien avec les acteurs qui les composent (missions locales, associations, entreprises, centres de formation des apprentis, etc.) ;*
- *conseiller le chef d'établissement pour l'élaboration du programme d'orientation du projet d'établissement et contribuer à l'analyse des situations éducatives et des parcours et la mise en œuvre de dispositifs adaptés ;*
- *contribuer à l'information et à la formation des personnels de l'éducation nationale sur les processus psychologiques et sociaux d'élaboration des projets d'avenir à l'adolescence, sur les facteurs qui les influencent et qui peuvent en réduire les ambitions et sur les procédures d'orientation et d'affectation, ainsi que sur la connaissance des métiers et des formations ;*
- *faciliter les liaisons collèges-lycées et lycées-établissements d'enseignement supérieur ;*
- *contribuer au service public régional de l'orientation (SPRO) conformément aux termes de l'accord-cadre du 28 novembre 2014, de la convention nationale-type État-Région annexée et de la circulaire du 20 mars 2015, en particulier en ce qui concerne l'accompagnement des jeunes sortant du système éducatif sans qualification dans le cadre du droit au retour en formation ;*
- *mobiliser, dans le cadre de l'activité des délégations régionales de l'office national d'information sur les enseignements et les professions (Dronisep) et des services académiques d'information et d'orientation (SAIO), leurs compétences de psychologues, leurs connaissances du système éducatif et des métiers, au service de l'élaboration d'études, d'analyses et de documents adaptés aux besoins des élèves et des étudiants.*

Le conseil en orientation reste cité, mais est noyé dans d'autres missions qui relèvent plus de l'accompagnement psychologique des élèves, et de l'instauration de conditions favorables à leur réussite en accord avec les autres membres des équipes éducatives.

L'arrêté du 26 avril 2017 relatif au référentiel de connaissances et de compétences des psychologues de l'Education Nationale, publié au JORF n° 0102 du 30 Avril 2017 confirme totalement cette analyse. Les compétences communes aux deux spécialités s'enrichissent ; des missions telles que « *contribuer à instaurer un climat scolaire serein,... en apportant une contribution à l'analyse, l'expertise et l'accompagnement des jeunes et des équipes éducatives dans des situations d'urgence* », ou « *favoriser voire rétablir la communication au sein de la classe* » y trouve leur place ; c'est un bouleversement pour les COP. On note d'ailleurs une porosité des missions avec celles des CPE (conseillers principaux d'éducation).

De même il devient normal de « *participer dans le « cadre d'une sollicitation institutionnelle aux initiatives visant la résolution des tensions dans les situations de crise ou lors de la survenue d'événements traumatiques (violences, discriminations sexuées, addictions, radicalisation, démission des apprentissages, perte de lien avec les familles, etc.)* »

Nous y voilà : la messe est dite. Ce n'est plus le même métier. Et c'est le psychologue clinicien, stéréotype du psychologue, qui est sollicité. Même si le texte introduit une nuance, en précisant que le Psy EN « *organise le suivi psychologique des enfants et des adolescents* », il est clair que les entretiens ne seront plus que très rarement des entretiens d'orientation.

Enfin avec le changement du niveau de recrutement (les Psy EN seront recrutés avec un Master 2 de Psycho, et n'auront plus qu'un an de formation tripartite dans les établissements, les centres de formations spécifiques, et les ESPE), on voit que disparaissent le stage en entreprise d'un mois ainsi que le stage en organisme partenaire, qui étaient obligatoires dans l'ancienne formation. Tout ce qui est du domaine de l'économie, la sociologie du travail, de l'insertion des jeunes, va forcément pâtir dans les nouveaux programmes, plus orientés sur la psychopédagogie.

Quant à la fréquentation des CIO (Centres d'information et d'orientation), les adultes et les jeunes sans solution risquent également d'être rebutés par cette appellation de « PsyEN », qui s'adresse clairement davantage au public scolaire, et se surcroît atteint de troubles, ou à minima, éprouvant des difficultés d'adaptation.

Il y a donc une forte menace sur le service d'orientation public de l'éducation nationale, ce qui pose un problème certain à l'heure où se développent de plus en plus les coachs, les cabinets d'orientation de qualité discutable, à des tarifs souvent exorbitants. L'orientation se fera à deux vitesses :

- d'une part, celle des élèves dont les parents peuvent payer des bilans dans le privé, avec questionnaires d'intérêt, entretiens approfondis, conseil, etc.
- et celle des élèves défavorisés, qui seront orientés par leurs enseignants, selon leurs résultats et les places disponibles en LP ou CFA.

Ceci ne risque pas d'améliorer l'égalité des chances des élèves. La généralisation du Parcours Avenir ne parviendra pas à gommer les injustices.

A l'heure où se met en place le SPRO (Service Public Régional de l'Orientation) qui harmonise et rationalise le conseil en orientation aux chômeurs, salariés, et adultes handicapés, jeunes sans solution, la convention signée avec l'Education Nationale assurant le partenariat ne saura garantir la continuité d'un service d'orientation tout au long de la vie, surtout s'il n'y a plus de personnels EN clairement dédiés à cette mission.

Il est certes intéressant que soit créé un corps de psychologues qui œuvrent dans les collèges et les lycées, mais pourquoi faut-il que ce soit aux dépens des conseillers d'orientation ? Ne pourrait-il pas y avoir deux types de personnels, des psychologues et des conseillers d'orientation, comme dans de nombreux pays ?

En l'état actuel des choses, la création du corps unique des psychologues de l'EN n'est pas aboutie. Les ORS (obligations réglementaires de service) et les primes ne sont pas alignées. Le statut des DCIO est remis en question par l'accès à la Hors Classe des COPsy. Un Groupe de Travail au ministère a été promis depuis longtemps, mais tarde.

En fait le métier de conseiller d'orientation-psychologue va disparaître s'il n'y a pas une réaction forte de la profession, des enseignants, des chefs d'établissement. Et dans ce cas de figure le maintien des CIO paraît très illusoire.

Un nouveau métier va naître, dont il est bien difficile à l'heure actuelle de préciser les contours. Une chose est certaine : en l'absence de création massive de postes, les Psy EN (EDCO) ne pourront remplir à la fois leurs missions traditionnelles et toutes celles qui se dessinent, d'autant plus que l'horaire inscrit à l'emploi du temps va diminuer de 27h30 à 27 heures. Il faudra faire des choix, et il y a fort à parier que le conseil en orientation disparaisse petit à petit. Cela va avec l'évolution libérale de l'économie du savoir, et avec le transfert de l'Etat aux Régions de la compétence « orientation ».

Mais il ne faut pas espérer qu'en devenant « Psy EN » les missions s'éclaircissent et se précisent pour les personnels. En effet s'il est vrai que l'« orientation » est un concept polysémique, dont les COP ont eu à souffrir, la « psychologie » couvre un champ encore plus vaste et sujet à fantasmes divers. Et ce n'est pas le référentiel cité plus haut qui libérera la profession du flou.

Dans l'attente de la réelle mise en place du corps unique, il m'apparaît que trois éléments doivent être sujets à une extrême vigilance :

- **l'appellation courante** que les Psy EN EDCOSP prendront dans les établissements. Il faut y maintenir les termes « conseil en orientation ».

- **le refus d'abandonner les missions traditionnelles** pour se précipiter tête baissée dans des missions plus « cliniques ». Il faut que les DCIO exigent des protocoles de mise en place de ces nouvelles missions. Et ceci au niveau académique à minima.

- **Une redéfinition de l'« urgence ».** Les situations d'urgence doivent être anticipées et intégrées dans les missions des Psy EN, sans désorganiser totalement le reste des activités, qui répondent à des impératifs organisationnels négociés en début d'année dans les projets d'établissement et de CIO. C'est en établissant des priorités claires et partagées parmi l'ensemble des missions dévolues aux Psy EN en général, et EDCOSP en particulier qu'il sera possible de continuer à faire fonctionner les CIO, et d'assurer des conditions de travail convenables aux personnels, tout en préservant le service rendu aux usagers.

Enfin, il peut y avoir un retour du balancier qui remette le conseil en orientation en valeur. Il serait dommage que dans les CIO se perdent la culture de l'orientation tout public, l'expertise sur les procédures d'orientation, sur l'élaboration des projets chez les adolescents, sur les évolutions du monde du travail.

Les CIO ont déjà par le passé fait preuve d'une grande résilience. Gardons donc l'espoir d'un possible renouveau dans un avenir pas si lointain.

Elisabeth THOM, directrice du CIO de Cannes,
Juin 2017



Elisabeth THOM, lors de la journée d'étude de l'ANDCCIO 2015